

**Cahier des charges**

**Elaboration d’un diagnostic territorial dans le cadre du pacte des solidarités dans la région Corse**

JUIN 2023

**Table des matières**

[I. ELEMENTS DE CONTEXTE DU DIAGNOSTIC 3](#_Toc135046041)

[A. éléments généraux 3](#_Toc135046042)

[B. éléments territoriaux 3](#_Toc135046043)

[II. SOURCES D’INFORMATION 5](#_Toc135046044)

[III. PRODUCTION ATTENDUE DU PRESTATAIRE 7](#_Toc135046045)

[IV. LIVRABLES ATTENDUS ET MODALITES DE RESTITUTION 9](#_Toc135046046)

[V. DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS 9](#_Toc135046047)

[ANNEXE 1 : LES DONNEES INSEE 10](#_Toc135046048)

[ANNEXE 2 : LA LISTE DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES MISES A DISPOSITION 12](#_Toc135046049)

[ANNEXE 3 : LES THEMATIQUES DES QUATRE PILIERS DU PACTE DES SOLIDARITES 15](#_Toc135046050)

[ANNEXE 4 : LA LISTE DE QUESTIONS SUSCEPTIBLES DE DONNER LIEU A UN TRAVAIL DE DIAGNOSTIC ET DE PREFIGURATION D’UNE ACTION CONTRACTUALISEE 16](#_Toc135046051)

# ELEMENTS DE CONTEXTE DU DIAGNOSTIC

## éléments généraux

A partir de 2024, le Pacte des solidarités prendra la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté engagée par le gouvernement en 2018.

Cette nouvelle politique nationale de lutte contre la pauvreté va approfondir la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en mobilisant toutes les parties prenantes autour de cet objectif.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté avait mis en place une gouvernance territoriale partagée de la lutte contre la pauvreté au moyen d’une contractualisation entre l’Etat et les chefs de file de l’action sociale à travers les conventions d’appui à la lutte contre la pauvreté et d’accès à l’emploi (CALPAE).

Le Pacte des solidarités a vocation à renouveler cette dynamique partenariale en associant de nouveaux acteurs et en s’adaptant mieux aux besoins locaux.

Ainsi des alliances locales des solidarités vont mobiliser sur le terrain les services de l’Etat, les collectivités, les organismes de sécurité sociale, les associations, les entreprises et les personnes concernées.

Cet engagement renouvelé de l’Etat qui a vocation à s’appliquer pour la période 2024-2027 se concrétisera dans tous les territoires par un pacte local des solidarités organisé autour de quatre piliers[[1]](#footnote-2) :

* Pilier 1 : L’investissement social pour prévenir la reproduction de la pauvreté
* Pilier 2 : La sortie de la pauvreté par le travail en lien avec le projet France Travail
* Pilier 3 : La lutte contre la grande pauvreté par l’accès aux droits et l’aller-vers
* Pilier 4 : La construction du volet solidaire de la transition écologique

## éléments territoriaux

D’une manière générale, le diagnostic territorial portera une attention particulière aux spécificités de la Corse au regard des formes de pauvreté et de son organisation administrative décentralisée.

En Corse, 18,5% des 343 000 habitants (un peu plus de 60 000) vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire en 2020 plaçant le territoire au-dessus des régions continentales mais très en deçà des chiffres observés dans les autres territoires insulaires.

Derrière ce seul indicateur, la réalité de la pauvreté est plus contrastée que sur le continent.

D’abord, parce que si l’on extrait les personnes retraitées, plus pauvres que la population générale et plus nombreuses que dans les autres régions, le taux de pauvreté des ménages dont les revenus sont issus de l’activité, à hauteur de 15%, est proche de la moyenne nationale.

Enfin, parce que la grande pauvreté est moins présente, ce dont témoignent le nombre limité de personnes sans domicile stable et l’absence de bidonvilles.

Il en découle une pauvreté plus diffuse, avec deux fois moins de familles vivant en quartier prioritaire que sur le continent, et des habitants dans les territoires ruraux plus pauvres que ceux des pôles urbains, une situation que l’épidémie de covid-19 a peu modifié.

Autre caractéristique, la population active qui n’est pas originaire de l’île, les familles monoparentales et les femmes non qualifiées connaissent un taux de pauvreté supérieur. Une situation qui s’explique en partie par un modèle économique marqué par une structure d’emplois peu qualifiés et un pouvoir de marché dans de nombreux secteurs oligopolistiques mais aussi par une plus grande vulnérabilité sociale liée au poids des déterminants culturels.Depuis 2018, la Corse est organisée autour de deux niveaux de collectivités territoriales :

* La collectivité de Corse, collectivité à statut particulier qui a succédé à la Collectivité territoriale de Corse et aux conseils départementaux de Corse-du-Sud et de Haute-Corse, cheffe de file en matière d’action sociale et de développement social ;
* Le bloc communal composé de 360 communes (dont 345 sous le seuil des 3 500 habitants) et 19 groupements (dont 2 communautés d’agglomération représentant 45% de la population de l’île et 17 communautés de communes représentant 55%).

Le diagnostic territorial portera également une attention particulière à l’articulation entre le pilier 2 du pacte local des solidarités dans le contexte du déploiement de France Travail et de l’élaboration du programme départemental d’insertion (PDI) et du pacte territorial pour l’insertion (PTI).

In fine, la Collectivité de Corse doit avoir la possibilité de contractualiser au moins une action dans chacun des quatre piliers du Pacte. Ces dernières sont :

* Soit des actions proposées au niveau national et faisant l’objet d’un document de cadrage national, de type référentiel.
* Soit des actions co-construites avec les acteurs et validées par les services déconcentrés de l’Etat dans une logique d’efficacité et de reporting.

# SOURCES D’INFORMATION

Le diagnostic territorial s’appuiera sur les deux sources d’information suivantes :

**Première source : le panorama territorial de la pauvreté** initié par la délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté et l’INSEE qui contient 3 blocs dont la liste figure en annexe 1 :

* 1er bloc : différentes statistiques sur le taux et l’intensité de la pauvreté
* 2e bloc : analyse des 6 profils sociodémographiques de pauvreté
* 3e bloc : informations territorialisées sur les facteurs de fragilisation des personnes pauvres.

Les données brutes des cartographies seront fournies sous format Excel pour faciliter la réalisation de cartes croisant les besoins sociaux et la répartition géographique de l’offre de service public correspondante (par exemple les points d’accueil et d’écoute jeunes ou encore les organismes faisant office de premier accueil social de proximité).

Ces différents éléments seront fournis pour le bloc 1 et 2 début juin, et début juillet pour le bloc 3.

**Seconde source : les ressources documentaires** dont la liste figure en annexe 2.

Les ressources documentaires sont classées selon les 4 piliers du pacte et mises à disposition au format PDF.

1. CALENDRIER GENERAL

2023

2024

Juin juillet

Janvier février

Septembre à décembre

Août

**Séminaire**

**Comité de suivi**

**Signature du pacte**

**Comité de suivi**

Etat des lieux territorial des solidarités

Rapport socle

Analyse des situations de pauvreté

Pacte local des solidarités

Panorama territorial de la pauvreté

Pilier 1

Actions « Prévention »

Pilier 2

Actions « Accès au travail »

Actions prioritaires et partenaires à associer

Fiches actions

Analyse de l’accompagnement des publics

Pilier 3

Actions « Grande pauvreté »

Ressources documentaires

Pilier 4 Actions « Transition solidaire »

Livrables attendus du prestataire

Le comité de suivi a vocation à se réunir au moins 6 fois entre les mois de juin et septembre.

Les réunions pourront être augmentées dans la limite de deux.

# PRODUCTION ATTENDUE DU PRESTATAIRE

Il est attendu du prestataire un état des lieux permettant de comparer les besoins du territoire avec l’offre de service existante sur plusieurs domaines d’actions pour chaque axe du pacte des solidarités.

Cet état des lieux réalisé à partir des ressources documentaires mises à disposition par le donneur d’ordre devra comporter a minima trois étapes d’analyse :

* L’Analyse des différentes situations de pauvreté des territoires et des besoins de prise en charge

Sur cette partie, le diagnostic territorial s’appuiera en particulier sur les panoramas territoriaux de la pauvreté initiés par la délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté et l’INSEE, qui contiendront :

Un panorama des différents profils de pauvreté (retraités, travailleurs pauvres, jeunes en difficultés d’insertion, etc.) présents dans chaque EPCI.

Un panorama des « facteurs aggravants de la pauvreté » (accès aux transports, précarité énergétique, mode d’accueil, déficit de formation, etc.) au niveau de chaque EPCI.

Les données brutes des cartographies seront fournies sous format Excel pour faciliter la réalisation de cartes croisant les besoins sociaux et la répartition géographique de l’offre de service public correspondante (par exemple les points d’accueil et d’écoute jeunes ou encore les organismes faisant office de premier accueil social de proximité).

Ces différents éléments seront fournis aux services déconcentrés de l’Etat par la délégation interministérielle pour une partie en juin 2023 et en début juillet pour les indicateurs portants sur les facteurs aggravants et pourront ainsi intégrer la première partie de l’état des lieux. (Annexe1).

* L’Analyse de l’accompagnement des publics

Lors de la réunion de lancement du diagnostic, plusieurs thématiques à explorer pour chaque axe seront pré-identifiées par le comité de suivi pour concentrer les efforts de réalisation de l’état des lieux. Le prestataire aura tout d’abord à effectuer un travail de synthèse de la documentation mise à disposition du prestataire et susceptibles d’être mobilisée dans le cadre de la réalisation de l’état des lieux (cf. Annexe n°2).

En utilisant autant que possible cette documentation existante et sous le pilotage du comité de suivi, le prestataire réalisera une analyse synthétique du niveau et de la coordination de l’offre d’accompagnement sur un territoire pour plusieurs thématiques s’inscrivant dans les quatre axes du pacte des solidarités. L’Annexe n°3 et 4 contient en ce sens les thématiques envisageables pour chaque axe, que ce soit pour la Collectivité de Corse ou le bloc communal. Cette analyse mettra notamment en lien les besoins identifiés et le niveau de réponse apporté par la Collectivité de Corse et d’autres collectivités territoriales mais également par l’Etat et ses opérateurs, les organismes de sécurité sociale, et éventuellement certaines associations.

Pour chacune des thématiques, une cartographie des offres de service existantes sur le territoire sera réalisée, ainsi qu’un tableau synthétique des dispositifs existants (porteur principal, mode de financement, difficultés rencontrées, couverture territoriale des besoins, pistes de développement ou d’articulation, etc.) permettant de mettre en lumière les besoins couverts (C1), peu couverts (C2) et non couverts (C3).

Une attention particulière devra être portée aux actions conduites à l’échelle intercommunale, aux actions définies et mises en œuvre dans des territoires spécifiques (contrats de ville, CRTE, revitalisation rurale…).

La partie du diagnostic relative aux allocataires du RSA devra être articulé étroitement avec le programme départemental d’insertion et le pacte territorial pour l’insertion de la Collectivité de Corse en cours d’élaboration. Il prendra en compte le plan de lutte contre la précarité et la pauvreté de la Collectivité de Corse. Le comité de suivi s’assurera de cette complémentarité et veillera à la convergence des travaux existants et en cours.

* PRECONISATIONS D’ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE PACTE LOCAL DES SOLIDARITES

Les travaux d’analyse réalisés doivent conduire le prestataire à proposer deux à trois actions argumentées pour chacun des quatre axes du pacte.

Ces pistes de priorisation devront répondre aux critères suivants :

* Répondre à un besoin non ou partiellement couvert selon des critères précisément définis ;
* Assurer une articulation avec l’action des autres acteurs du territoire pour améliorer l’efficacité et l’efficience de la réponse ;
* Démontrer le besoin d’un investissement financier de l’Etat en appui de la Collectivité de Corse d’ici 2027, et l’effet levier de cet investissement ;
* Définir l’objectif réalisable sur la durée du pacte.

Pour chaque axe, un acteur associé au côté de la Collectivité de Corse (service déconcentré ou opérateur de l’Etat, organisme de sécurité sociale, autres collectivités, associations …) sera identifié pour apporter le cas échéant son expertise.

Cette étape devra toujours s’accompagner de la proposition d’indicateurs de réalisation et de résultats (avec définition préalable d’objectifs cibles). Si les indicateurs de résultats pourront être pluriannuels, particulièrement ceux s’appuyant sur la statistique publique, les indicateurs de réalisation devront être annuels. Dans une logique de simplification et d’efficience, les indicateurs proposés (réalisation et performance) pour l’axe 2 devront être coordonnés avec ceux en cours de codéfinition au titre de France Travail.

Le « T0 » ainsi obtenu, comprenant des indicateurs quantitatifs de la situation de départ du pacte, sera comparé aux résultats du premier bilan évaluatif réalisé au cours du 1er trimestre de la 3è année de mise en œuvre du Pacte sur un modèle similaire. Il permettra également de mettre tous les acteurs à un même niveau de connaissance, y compris qualitative, et de faciliter l’analyse de la performance des actions menées lors des instances de pilotage.

La CAF et Pôle emploi seront invités à être respectivement co-porteur des axes 1 et 2. L’acteur associé apportera ses connaissances à l’élaboration de la ou des actions prioritaires proposées correspondantes

Le prestataire restituera le diagnostic territorial au comité de suivi et aux acteurs associés de chaque axe. Cette restitution sera accompagnée d’une liste de préconisations.

# LIVRABLES ATTENDUS ET MODALITES DE RESTITUTION

Deux documents sont attendus par le prestataire :

* L’état des lieux réalisé à partir de la source INSEE, des ressources documentaires ainsi que du tableau d’analyse de coordination de l’offre d’accompagnement territorialisé en fonction des thématiques pré-identifiées par le comité de suivi classée par axes, publics (jeunes, actifs, retraités), opérateurs (par ordre d’importance) et EPCI
* Un ensemble de préconisations comprenant a minima 2 à 3 propositions d’actions pour chacun des 4 axes prioritaires du pacte local des solidarités. Ces préconisations seront construites à partir des conclusions issues de l’état des lieux. Elles comporteront le contexte, l’objectif, la description précise de l’action, le territoire concerné, les bénéficiaires, les acteurs impliqués et des indicateurs de suivi.

# DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

La prestation sera entièrement réalisée au plus tard le lundi 3 septembre 2023 à 12h00.

|  |
| --- |
| ANNEXE 1 : LES DONNEES INSEE |

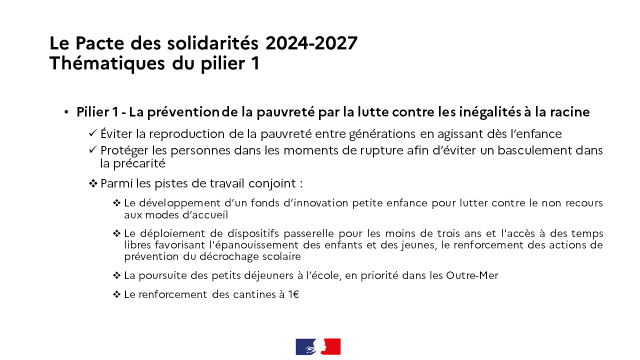
|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateur** | **Région** | **Département** | **EPCI** | **Ensemble des QPV** |
| Bloc 1 : statistiques génerales | taux de pauvreté au seuil de 60% | X | X | X | X |
| taux de pauvreté au seuil de 50% | X | X |  |  |
| taux de pauvreté au seuil de 40% | X |  |  |  |
| Niveau de vie médian des ménages pauvres | X | X |  | X |
| Taux de pauvreté monétaire selon l'âge référent fiscal du ménage | X | X |  |  |
| Taux de pauvreté monétaire selon le type de ménage | X | X |  |  |
| Taux de pauvreté monétaire selon le type de commune | X |  |  |  |
| Décomposition par grands postes de l'origine du revenu disponible des ménages. | X | X |  |  |
| Taux de pauvreté avant et après impact du système de redistribution | X |  |  |  |
| Bloc 2 : 6 profils de pauvreté | Part de ménages/population pauvres d'un territoire selon 6 profils de pauvreté : Retraités / Insérés sur le marché du travail / Non insérés moins de 30 ans / non insérés propriétaires / non insérés locataires privé / non insérés locataires social | X | X | X |  |
| Niveau de vie médian des 6 profils | X |  |  |  |
| Principales caractèristiques surreprésentées des 6 profils dans la région | X |  |  |  |
| Bloc 3 : Facteurs de fragilisation | Part des non diplomés parmi les 20 ans ou plus |  |  | X |  |
| Part des 15-19 ans peu ou pas diplômés et non scolarisés |  |  | X |  |
| Taux (estimé) d’illectronisme |  |  | X |  |
| Taux de chômage au sens du RP |  |  | X |  |
| Taux de chômage de longue durée au sens du RP |  |  | X |  |
| Part des jeunes (16-25 ans) ni en emploi ni en formation |  |  | X |  |
| Part des actifs en emploi utilisant leur voiture pour aller travailler |  |  | X |  |
| Part des actifs en emploi habitant à 30km ou + de leur lieu de travail |  |  | X |  |
| **Indicateur** | **Région** | **Département** | **EPCI** | **Ensemble des QPV** |
| Part de la population éloignée de 7min ou + du panier vie courante |  |  | X |  |
| Part des familles monoparentales |  |  | X |  |
| Part des familles de 3 enfants ou plus |  |  | X |  |
| Part des 75 ans ou plus vivant seul |  |  | X |  |
| Part de la population vivant dans un logement suroccupé |  |  | X |  |
| Taux de passoires énergétiques (SDES) |  |  | X |  |
| Part d’habitants vivant dans les zones tendues |  |  | X |  |
| Accessibilité potentielle aux médecins généralistes (DREES 2021) |  |  | X |  |
| taux de mortalité prématuré (?) |  |  | X |  |
| Capacité théorique d’accueil pour 100 enfants de - 3 ans (CNAF 2020) |  |  | X |  |
| Accès aux services publics ou à une Maison France Service |  |  | X |  |
| Taux de couverture 4G ou taux de couverture pour l’internet filaire |  |  | X |  |

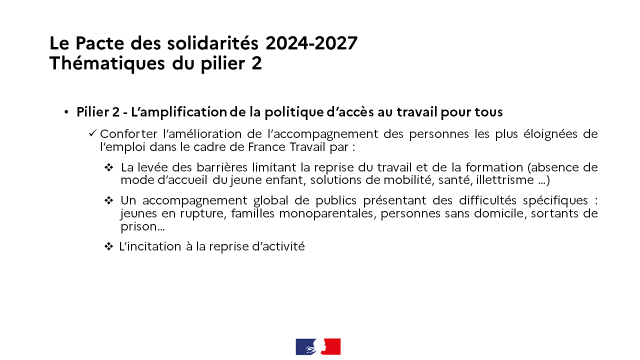
# ANNEXE 2 : LA LISTE DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES MISES A DISPOSITION

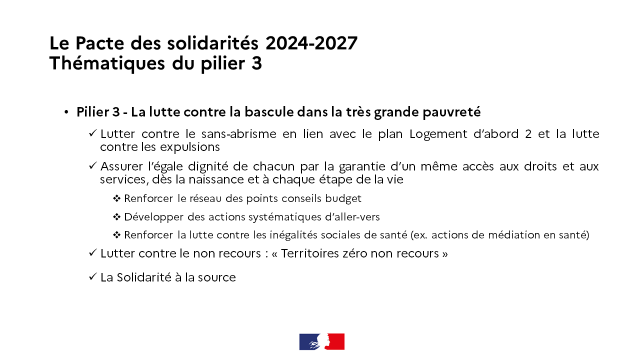
NB : liste communiquée à titre informatif susceptible d’évoluer.

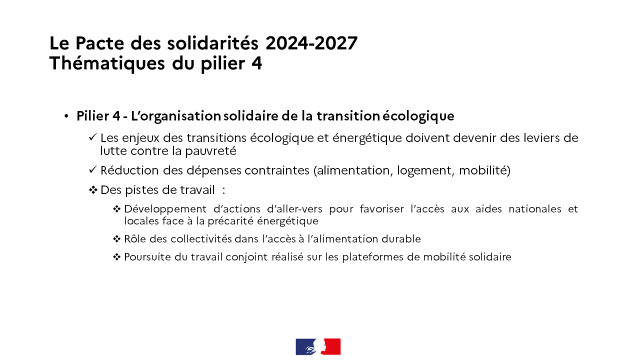
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **L** | **Libellé** | **Pil** |
| 1 | Tendances Régionales | 0 |
| 2 | Analyse des besoins sociaux Bastia P1 | 0 |
| 3 | Analyse des besoins sociaux Calvi | 0 |
| 4 | Analyse des besoins sociaux CAPA | 0 |
| 5 | Egalité Femmes Hommes | 0 |
| 6 | Plan de lutte contre la précarité et la pauvreté | 0 |
| 7 | Panorama de la Précarité et de la Pauvreté | 0 |
| 8 | Plan de lutte contre la précarité et la pauvreté - Fiches actions | 0 |
| 9 | Avenant contrat de ville Bastia | 0 |
| 10 | Contrat de ville et avenant Bastia | 0 |
| 11 | Contrat de ville CAPA | 0 |
| 12 | Contrat de plan Etat région | 0 |
| 13 | Contrat de ville Porto-vecchio | 0 |
| 14 | Contrat de relance et de transition écologique Pieve de l'Ornano et du Taravo | 0 |
| 15 | Contrat de relance et de transition écologique 2B | 0 |
| 16 | Contrat de relance et de transition écologique 2B | 0 |
| 17 | Contrat de relance et de transition écologique 2B | 0 |
| 18 | Contrat de relance et de transition écologique Alta Rocca | 0 |
| 19 | Contrat de relance et de transition écologique Bastia et Marana Golo | 0 |
| 20 | Contrat de relance et de transition écologique Cap Corse | 0 |
| 21 | Contrat de relance et de transition écologique Castagniccia Mare è Monti | 0 |
| 22 | Contrat de relance et de transition écologique Celavu Prunelli | 0 |
| 23 | Contrat de relance et de transition écologique Fium Orbo | 0 |
| 24 | Contrat de relance et de transition écologique Pays ajaccien | 0 |
| 25 | Contrat de relance et de transition écologique Pays de Balagne | 0 |
| 26 | Contrat de relance et de transition écologique Sartenais Valinco Taravo | 0 |
| 27 | Contrat de relance et de transition écologique Spelunca Liamone | 0 |
| 28 | Contrat de relance et de transition écologique Sud Corse | 0 |
| 29 | La pauvreté en Corse, face cachée du mal-développement insulaire | 0 |
| 30 | Rapports et portraits de territoires | 0 |
| 31 | L’activité des femmes progresse mais reste en retrait | 0 |
| 32 | Les femmes encore minoritaires aux fonctions de pouvoir | 0 |
| 33 | Pauvreté et Fragilités sociales | 0 |
| 34 | Pauvreté et impacts de la crise COVID dans les intercommunalités | 0 |
| 35 | Portrait des 19 intercommunalités de Corse | 0 |
| 36 | Une majorité de femmes parmi les travailleurs exposées au coronavirus | 0 |
| 37 | Analyse des besoins sociaux Porto-Vecchio | 0 |
| 38 | Analyse des besoins sociaux Zonza | 0 |
| 39 | Schéma de cohérence territoriale | 0 |
| 40 | Schéma départemental de l’animation de la vie sociale Corse-du-Sud | 1 |
| 41 | Schéma départemental de l’animation de la vie sociale Haute-Corse | 1 |
| 42 | Convention territoriale de gestion 2B Nebbiu Conca d'Oro | 1 |
| 43 | Convention territoriale de gestion Alta Rocca - Diagnostic | 1 |
| 44 | Convention territoriale de gestion Calvi | 1 |
| 45 | Convention territoriale de gestion Calvi (commune) | 1 |
| 46 | Convention territoriale de gestion Cap corse | 1 |
| 47 | Convention territoriale de gestion CAPA | 1 |
| 48 | Convention territoriale de gestion Cargese (commune) | 1 |
| 49 | Convention territoriale de gestion Castagniccia- Casinca | 1 |
| 50 | Convention territoriale de gestion Celavu Prunelli | 1 |
| 51 | Convention territoriale de gestion Centre Corse | 1 |
| 52 | Convention territoriale de gestion Costa Verde | 1 |
| 53 | Convention territoriale de gestion Fiumorbu -Castellu | 1 |
| 54 | Convention territoriale de gestion Ile-Rousse Balagne | 1 |
| 55 | Convention territoriale de gestion Lumio | 1 |
| 56 | Convention territoriale de gestion Marana Golo | 1 |
| 57 | Convention territoriale de gestion Oriente | 1 |
| 58 | Convention territoriale de gestion Pasquale Paoli | 1 |
| 59 | Convention territoriale de gestion Pieve de l’ornano | 1 |
| 60 | Convention territoriale de gestion Sartenais valinco | 1 |
| 61 | Convention territoriale de gestion Sud Corse | 1 |
| 62 | Convention territoriale de gestion Vico (commune) | 1 |
| 63 | Cartographie de la vulnérabilité sur le territoire corse familles et jeunes enfants | 1 |
| 64 | Schéma directeur territorial en faveur de l’enfance et de la famille 2022-2026 | 1 |
| 65 | Le Pacte pour la Jeunesse | 1 |
| 66 | Schéma départemental des services aux familles Corse-du-Sud | 1 |
| 67 | Schéma départemental des services aux familles Haute-Corse | 1 |
| 68 | Pacte territorial d’insertion | 2 |
| 69 | Plan d’action commun en faveur de la mobilité solidaire | 2 |
| 70 | Revenu précarité - Emploi - Chômage Ajaccio | 2 |
| 71 | Diagnostic Population - Revenu précarité - Emploi - Chômage Bastia | 2 |
| 72 | Diagnostic Population - Revenu précarité - Emploi - Chômage Calvi | 2 |
| 73 | Plan d’action pour l’insertion par l’activité économique | 2 |
| 74 | Demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi en corse | 2 |
| 75 | Diagnostic Population - Revenu précarité - Emploi - Chômage Corte | 2 |
| 76 | Revenu précarité - Emploi - Chômage Sartène | 2 |
| 77 | Données complémentaire jeunes inactifs ou au chômage | 2 |
| 78 | Jeune inactifs ou au chômage | 2 |
| 79 | Accompagnement global | 2 |
| 80 | Bilan Quartier Prioritaire Ville | 2 |
| 81 | Plan de mobilité simplifié Diagnotic et enjeux | 2 |
| 82 | Demandeurs d'emploi BRSA PPA | 2 |
| 83 | Contrat local de santé CAPA | 3 |
| 84 | Contrat local de santé CC Celavu Prunelli | 3 |
| 85 | Contrat local de santé Alta Rocca | 3 |
| 86 | Contrat local de santé CAB | 3 |
| 87 | Contrat local de santé CC centre Corse | 3 |
| 88 | Contrat local de santé CC Fiumorbu Castellu | 3 |
| 89 | Contrat local de santé Bastia | 3 |
| 90 | Diagnostic Santé des plus Démunis | 3 |
| 91 | PRAPS | 3 |
| 92 | Accès / Droit Commun Santé - Social | 3 |
| 93 | Accompagner les coopérations entre les acteurs et les porteurs de projets | 3 |
| 94 | Appel à projet « Alimentation - Santé » | 3 |
| 95 | Appel à Projet Réduction des Inégalités de Santé | 3 |
| 96 | Approche Systémique, inégalité de santé et Santé des plus démunis | 3 |
| 97 | Bilan du Schéma Régional de Santé | 3 |
| 98 | Cibles Consultation PRAPS | 3 |
| 99 | Définition et Principaux Dispositifs de santé | 3 |
| ### | Facteurs de Vulnérabilité PPD | 3 |
| ### | L'accès aux soins des plus vulnérables | 3 |
| ### | Orientations «Réduction des inégalités sociales et territoriales de santé » | 3 |
| ### | Participation des usagers / évolution & adaptation du système aux plus fragiles | 3 |
| ### | PRAPS Consultation | 3 |
| ### | PRAPS Synthèse | 3 |
| ### | Réactivité collective consultation PRAPS | 3 |
| ### | Recours aux Droits à la Santé | 3 |
| ### | Synthèse Appel à Projet Alimentation Santé | 3 |
| ### | Synthèse Renoncement | 3 |
| ### | Contrat local de santé pays Ornano - Sartenais - Valinco - Taravo | 3 |
| ### | Le Barometre mensuel de l'inclusion financière | 3 |
| ### | Schéma départemental d’accueil des gens du voyage | 3 |
| ### | Schéma départemental d’accueil des gens du voyage | 3 |
| ### | Schéma départemental de l’amélioration de l’habitat et de lutte contre la précarité énergétique | 3 |
| ### | Schéma départemental de la domiciliation des personnes sans domicile stable | 3 |
| ### | Schéma départemental de la domiciliation des personnes sans domicile stable | 3 |
| ### | Schéma d’amélioration de l’accessibilité des services au publics | 3 |
| ### | Etude et Résultats : AVC fréquent chez les personnes les plus modestes | 3 |
| ### | Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées | 3 |
| ### | 75 000 personnes en situation d’illectronisme en Corse en 2019 | 3 |
| ### | Acteurs Etude Renoncement | 3 |
| ### | Pistes d'Actions / Renoncement Soins | 3 |
| ### | Pistes d'Actions / Renoncement Soins | 3 |
| ### | Pistes d'Actions / Renoncement Soins 2 | 3 |
| ### | Pistes d'Actions / Renoncement Soins Enfants & Jeunes | 3 |
| ### | Schéma départemental de l’amélioration de l’habitat et de lutte contre la précarité énergétique | 3 |
| ### | Analyse des besoins sociaux Bastia P2 | 3 |
| ### | Plan régional Santé‑Environnement (axe 1) | 4 |
| ### | Programmation pluriannuelle de l'énergie pour la Corse | 4 |

# ANNEXE 3 : LES THEMATIQUES DES QUATRE PILIERS DU PACTE DES SOLIDARITES









# ANNEXE 4 : LA LISTE DE QUESTIONS SUSCEPTIBLES DE DONNER LIEU A UN TRAVAIL DE DIAGNOSTIC ET DE PREFIGURATION D’UNE ACTION CONTRACTUALISEE

**Pilier 1 : L’investissement social pour prévenir la reproduction de la pauvreté**

1. Quelles actions et coopérations pour soutenir la parentalité dans la logique des 1000 premiers jours ?
2. Quelles actions et coopérations pour prévenir et améliorer l’hébergement des femmes isolées avec au moins un enfant de 3 ans et moins ?
3. Quelles actions et coopérations pour lutter contre le décrochage scolaire ?
4. Quelles actions et coopérations pour élargir les horizons des collégiens, en termes d’accès au sport, culture, loisirs, vacances ?
5. Quelles actions et coopérations pour renforcer la prévention spécialisée et le vivre-ensemble ?
6. Quelles actions et coopérations pour mieux accompagner les jeunes précaires vers l’autonomie ?
7. Quelles actions et coopérations pour améliorer la prévention en santé des publics précaires ?
8. Comment développer les chantiers éducatifs jeunes dans les territoires prioritaires ?

**Pilier 2 : La sortie de la pauvreté par le travail en lien avec le projet France Travail**

1. Quelles actions et coopérations pour mieux accompagner les personnes les plus éloignées de l’emploi (BRSA de longue durée, BRSA âgés, aidants familiaux…) ?
2. Quelles actions et coopérations pour mieux accompagner les familles pauvres monoparentales éloignées de l’emploi ?
3. Quelles actions pour accompagner pas à pas vers l’activité : développement de parcours d’insertion par l’activité économique, en particulier pour les jeunes précaires (ex. expérimentation Sève, TAPAJ) et publics en grande exclusion (ex. dispositif Premières heures)
4. Quelles actions et coopérations pour mieux accompagner les personnes éloignées de l’emploi rencontrant des problématiques spécifiques et multiples telles que les sortants de prison, les personnes sans domicile, etc.
5. Comment développer une offre visant la couverture de l’ensemble des territoires en solutions destinées à lever les freins à l’emploi :

* *En matière de mobilité (plateformes de mobilité, solutions de mobilité),*
* *En matière d’accueil du jeune enfant,*
* *En matière de santé (somatique, mentale, addictions),*
* *En matière de logement/hébergement,*
* *En matière d’illettrisme/illectronisme, de difficultés linguistiques*.

**Pilier 3 : La lutte contre la grande pauvreté par l’accès aux droits et l’aller-vers :**

1. Où, comment et avec quelle coopération développer les démarches d’aller-vers pour l’accès aux droits ?
2. Comment améliorer la détection du non recours des publics en difficulté et les accompagner ?
3. Dans une perspective de stratégie territoriale intégrée d’accès aux droits, comment mieux coordonner les acteurs de l’accueil social (CdC, CCAS, CAF, CPAM, MFS…) et essaimer les démarches intégrées en garantissant le maillage complet en accueils de proximité ?
4. Quelles actions de formation à destination des professionnels (à l’aller-vers, à l’inclusion numérique, à la transition éco-solidaire, à la santé mentale, au malendettement…) ?
5. Quels besoins de renforcement des CCAPEX et des équipes de prévention des expulsions locatives aux différents stades de la procédure et de coordination de l’action publique ?
6. Quelles actions et coopérations pour lutter contre l’isolement des personnes âgées précaires et développer des services adaptés, en complémentaire de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d’autonomie ?
7. Quelles actions et coopérations pour renforcer l’inclusion numérique et garantir la multi modalité dans l’accès aux droits ?
8. Quelles actions pour renforcer la prévention des expulsions locatives ?
9. Quelles actions pour soutenir la lutte contre la grande précarité en renforçant les accompagnements sociaux (aller-vers pluridisciplinaire ou spécifique, domiciliation...) et l’offre de services en faveur des grands exclus (accueil de jours, accès à l’hygiène, hébergement adapté, résorption des bidonvilles, etc) ?

Pilier 4 : La construction du volet solidaire de la transition écologique

1. Comment appuyer le développement d’actions d’éco-mobilité solidaires à destination des publics précaires ?
2. Dans quelle mesure appuyer le déploiement du programme SLIME ou d’autres plateformes similaires de détection de la précarité énergétique, de soutien et d’orientation ?
3. Comment mieux utiliser le FSL énergie ou la mise en place de FSATME en améliorant l’ingénierie ?
4. Quelles actions et coopération pour faciliter l’accès à une alimentation durable et de qualité pour tous (hors achats d’aide alimentaire) ?
5. Comment renforcer l’accompagnement des publics précaires dans la transition écologique :

* En soutenant la détection et la résorption de la précarité énergétique dans l’habitat et facilitant le recours au FSL ?
* En facilitant l’accès à la mobilité propre, avec une attention particulière pour la mise en place des ZFE-m
* En facilitant l’accès à l’alimentation durable (hors achats d’aide alimentaire)

1. Les thématiques propres à chacun des quatre piliers sont précisées dans l’annexe 3. [↑](#footnote-ref-2)